

TRAITEMENT DE L'INFORMATION SÉCURITAIRE PAR LES MÉDIAS MAURITANIENS

Information ou propagande ?

Vu d'Algérie, le traitement de l'information sécuritaire par les médias mauritaniens étonne. Choque parfois. Le rôle «pivot» joué par certains sites internet lors de la prise d'otages de Tiguentourine est un exemple parfait.

De notre envoyé à Nouakchott, Tarek Hafid

Ces dernières années, ces médias publient presque quotidiennement les communiqués des groupes terroristes activant dans le Sahel. En plus des contacts téléphoniques, plusieurs journalistes mauritaniens se sont rendus au Nord-Mali pour réaliser des reportages au plus près de ces groupes.

Pour Hocine Ould Meddou, secrétaire général du Syndicat des journalistes mauri-

taniens (SJM), l'intérêt de la presse pour les Al Qaïda, Ansar Dine et autre Mujao s'explique avant tout par la grande liberté dont jouit la presse. «Les médias sont beaucoup plus libres depuis la série de réformes engagée en 2006. En 2010, un pas en avant a été franchi avec l'ouverture du secteur de l'audiovisuel. En matière de liberté d'expression, la Mauritanie se place sur le haut du podium au niveau arabe et africain», indique-t-il. Pour Ahmed Salem Ould Dah, directeur du Centre d'information arabe et africain et directeur du site d'information El Wahdaoui, c'est surtout le facteur «proximité» qui est un atout. Proximité géographique avec les zones de conflits au Sahel, mais aussi accès direct à certains chefs de groupes. «Vous devez savoir que plusieurs

journalistes mauritaniens ont des relations directes avec les terroristes. L'explication est simple : il s'avère que plusieurs responsables de ces groupes sont mauritaniens. Le flux d'informations est donc permanent.»

Ahmed Salem Ould Dah insiste, cependant, sur le fait que «le caractère de cette relation est purement médiatique et n'est nullement idéologique». Ahmed Ould Bah, responsable au sein du groupe de presse Sahara Média et membre de l'Association des journalistes mauritaniens (AJM), reconnaît que la limite entre information sécuritaire et propagande terroriste n'est pas encore bien définie. «L'opinion publique a le droit de savoir qu'il existe une menace terroriste.

Mais je considère que la publication ou la diffusion de certaines informations peut être

très dangereuse, c'est notamment le cas lors du déroulement d'opérations militaires antiterroristes.» Hocine Ould Meddou et Ahmed Ould Bah jugent opportune la nécessité de lancer un véritable débat sur la question. «Aujourd'hui, nous devons définir ce que les journalistes peuvent faire et ne pas faire lors du traitement de l'information sécuritaire. Nous devons pouvoir mettre en place des règles qui permettent de traiter un communiqué provenant d'un groupe terroriste sans pour autant verser dans la propagande. C'est un débat que nous devons engager très rapidement. Nous devons aussi dépasser le traitement événementiel et nous engager dans l'analyse du phénomène terroriste et ses effets sur la société», affirme Hocine Ould Meddou.

T. H.

MOHAMED MAHMOUD OULD ABOUMAALI, DIRECTEUR DE L'AGENCE ANI :

«Les terroristes commettent des crimes, mais ils créent aussi l'événement»

Mohamed Mahmoud Ould Aboumaali dirige l'Agence d'information de Nouakchott. Durant la prise d'otages de Tiguentourine, ANI était en contact permanent avec le groupe terroriste créé par Mokhtar Belmokhtar. Dans cet entretien, Ould Aboumaali se défend d'avoir servi de tribune aux terroristes. Il estime néanmoins que le traitement de l'information sécuritaire par la presse mauritanienne diffère de celui de la presse algérienne du fait d'absence «d'hostilité» envers les groupes terroristes.

Le Soir d'Algérie : Quelle est la relation de l'Agence Nouakchott d'information avec les groupes terroristes dans la région du Sahel ?

Mohamed Mahmoud Ould Aboumaali : C'est une relation identique à celle que ces groupes ont tissée avec les autres médias. L'Agence Nouakchott d'information est un média de tendance politique de centre-gauche, nous n'avons donc aucune relation avec les terroristes. ANI est une entreprise de presse indépendante et professionnelle, ses coordonnées téléphoniques sont disponibles sur le site internet et il est donc possible de la contacter à tout moment. Tous ceux qui ont des informations peuvent prendre attache avec nous. En Mauritanie, beaucoup de médias, notamment électroniques, publient des communiqués ou des informations provenant des groupes terroristes. C'est également notre cas, mais à condition que les communiqués en question comportent des informations et non pas de la propagande. Nous ne faisons pas l'apologie de ces groupes terroristes et nous ne leur offrons pas de tribune pour faire de la propagande. Nous refusons de cautionner tout acte de propagande.

Pourtant, il se dit que la relation entre ANI et ces groupes s'explique par le fait que les terroristes chargés de la communication soient tous mauritaniens...

Ces propos sont faux. Le responsable de la communication d'Al Qaïda, Salah Abou Mohamed, est algérien. D'autres sont effectivement mauritaniens. Mais à mon sens, le véritable problème réside dans le fait qu'il existe une hostilité entre la presse algérienne et les groupes terroristes car les journalistes ont été la cible des terroristes. Ceci ne s'est pas produit en

Mauritanie. La presse se comporte avec eux comme tout autre individu ordinaire et nous publions les informations qu'ils nous transmettent. Les terroristes commettent des crimes, mais ils créent l'événement. Mais cela ne veut pas dire que nous partageons leurs principes ou soutenons leur politique. Ces dernières années, nous avons couvert des opérations antiterroristes de l'armée mauritanienne en nous basant, en partie, sur des informations fournies par ces groupes. Cela ne nous a causé aucun problème de la part des autorités. Je le dis encore une fois, il n'y a aucune hostilité entre les journalistes mauritaniens et les groupes terroristes, contrairement à la presse algérienne.

Vous attendez que les terroristes passent à l'action et assassinent des journalistes...

En tant que journaliste, j'estime qu'il est anormal de prendre position pour des raisons personnelles. Ce n'est pas professionnel. Les

journalistes doivent s'en tenir à l'information. Si je rencontre un individu qui a assassiné 100 personnes, mon rôle consistera à l'interviewer et non pas à le juger même si une des victimes est un membre de ma famille. Cela ne veut pas dire que je cautionne ce que font les terroristes, au contraire je les considère comme mes ennemis. Si je veux les critiquer, j'ai la possibilité de le faire dans le cadre d'un éditorial.

Lors de la prise d'otages de Tiguentourine, comment avez-vous géré les informations transmises par le groupe terroriste commandé par Abul Rahman El Nigiri ?

Les terroristes nous ont demandé de publier une série de communiqués. Ils nous ont également demandé de diffuser un appel destiné au peuple algérien pour empêcher l'armée de tuer les moudjahidine, c'est le terme qu'il a utilisé. Abul Rahman El Nigiri nous a également transmis un autre appel pour demander aux militaires algériens de ne pas s'attaquer aux moudjahidine et de rejoindre leurs rangs. On nous a également demandé de médiatiser un troisième appel destiné aux familles des otages étrangers et aux représentants de leurs gouvernements afin qu'ils exercent des pressions sur les autorités algériennes. Nous

avons refusé de médiatiser tous ces communiqués.

Abul Rahman El Nigiri a également proposé que l'on fasse intervenir des otages en direct sur les ondes de notre radio. Là aussi, nous avons refusé de médiatiser les propos de personnes privées de liberté. Lors de la couverture de cette prise d'otages, nous n'avons rien diffusé en direct. Nous n'avons fait que de l'information et aucune propagande.

Est-ce que vous êtes toujours en contact avec ces groupes terroristes ?

Je ne suis pas en contact permanent avec eux. Ce sont eux qui prennent attache avec nous.

Si c'était à refaire, vous ouvririez l'opération d'In Aménas de la même manière ?

Bien entendu. Il est important de préciser que contrairement à ANI, France 24 et Al Jazeera ont diffusé en direct les appels des otages. Par contre, je ne comprends pas les attaques qui m'ont ciblé personnellement. Un journal algérien a écrit que j'avais été emprisonné pour avoir réalisé une interview d'un chef terroriste. C'est totalement faux, la personne en question était député et chef d'un parti politique. Plus étrange encore, au moment où ANI était vive-

ment critiquée en Algérie, une télévision algérienne privée s'est permise de prendre des enregistrements sonores du chef des preneurs d'otages que nous avions mis en ligne pour les vendre à Al Jazeera et à la télévision japonaise NHK. Cette affaire nous a été confirmée par ces deux télévisions.

Vous avez pourtant été convoqué par la Haute autorité de la presse et de l'audiovisuel.

Effectivement, nous avons été saisis par l'HAPA. Mais cette réaction concernait essentiellement des articles publiés à notre insu. Notre site internet a été piraté à cinq reprises pour diffuser des articles accusant l'armée algérienne d'avoir commandité la prise d'otages de Tiguentourine. Nous avons toujours retiré ce type d'article de notre site en faisant en sorte de publier des précisions pour expliquer que nous n'en étions pas les auteurs. Il nous est possible de prouver que les articles ont été publiés sur notre site à travers des actes de piratage.

L'HAPA a déclaré que ce type d'article portait préjudice à l'Etat algérien et à ses institutions et nous a demandé de mettre en place un système pour sécuriser notre site.

T. H.

ASSOCIATION DES AMIS DE LA RASD À PROPOS
DU CONFLIT AU SAHARA OCCIDENTAL

«La solution entre les mains des Américains»

La présidente de l'Association française des amis de la RASD en France, M^{me} Régine Villemont, ne se fait pas d'illusion à propos de l'intervention française pour le règlement du conflit sahraoui. Selon elle, «il y a tellement d'intérêts croisés que c'est très dangereux politiquement». Il reste donc les Etats-Unis, acteur-clé, estime-t-elle, dans la résolution du conflit.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Régine Villemont, qui est aussi membre de la task-force de la Coordination européenne de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco), de retour des camps des réfugiés sahraouis de Tindouf, a fait une halte hier, à Alger.

Dans une conférence de presse qu'elle a animée avec le président du comité algérien de solidarité avec le peuple sahraoui, M^{me}

Villemont a tenu à dénoncer le procès des 24 détenus sahraouis ayant écopé des peines de prison allant de 20 ans à la perpétuité.

Le qualifiant de «mascarade», l'intervenante a indiqué que ce procès a été fabriqué de toutes pièces et la sentence a été probablement dictée par le roi du Maroc.

Ce procès, poursuit-elle, est un règlement de compte politique. «Mohamed VI veut démanteler une seconde fois Gdeim Izik», a souligné la présidente de l'Association des amis de la RASD qui estime que le roi du Maroc «a pris un énorme risque face à l'opinion internationale». Déjà épinglé à plusieurs reprises pour ses agissements contre la population sahraouie, le Maroc, ajoute l'intervenante, «aggrave son cas et ne manquera sans doute pas d'être de nouveau épinglé par le rapport du Conseil des droits de l'homme de Genève, le

Conseil de sécurité de l'ONU et par d'autres organisations internationales». La conférencière a indiqué, par ailleurs, que le Parlement français a été saisi pour créer un groupe d'études sur le Sahara occidental.

Cette proposition, souligne-t-elle, est bloquée par la présidente de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée française. Evoquant la conférence organisée le 2 février dernier par le Sénat français sur la question du Sahara occidental, M^{me} Villemont a indiqué qu'elle a failli ne pas avoir lieu. Et pour cause, poursuit-elle, «le Maroc a exercé toute sa pression pour empêcher sa tenue».

L'Association des amis de la RASD demande, par ailleurs, la libération immédiate des détenus sahraouis ou leur comparution une nouvelle fois devant un tribunal civil.

S. A.